



Formation spécialisée du 22/09/2026 Déclaration liminaire

Madame la Présidente,

Nous ne pouvons commencer cette séance sans évoquer la période de fortes chaleurs et canicules que nous venons de subir. Oui subir car encore une fois rien n'a été anticipé, rien n'a été préparé. Il aura fallu attendre que la CGT Finances publiques 35 vous interpelle pour que vous vous décidiez à prendre des mesures. Nous vous avons demandé des mesures simples : horaires adaptés sans récupération, télétravail exceptionnel facilité, salles de repli réellement fraîches, journée banalisée que vous refusez en arguant que vous ne pouvez pas faire de « cadeau » aux agents. **Pourtant nous ne réclamons rien d'extravagant : protéger la santé des agents est une obligation de l'employeur.**

La canicule doit être considérée comme un risque professionnel à part entière. La CGT Finances publiques 35 vous demande de préparer dès maintenant un véritable plan canicule : matériel, organisation du travail, télétravail, allègement des charges de travail, meilleure anticipation des activités et des effectifs suffisants pour absorber ces contraintes nouvelles, horaires et critères clairs de fermeture. **Nous souhaitons que ce sujet soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine formation spécialisée de novembre 2026.**

Autre fait marquant de cet été : la cyberattaque massive révélée par la presse le 13 août avec trois vols distincts de données (particuliers, cadastre, successions vacantes). Lors de notre audience du 26 août dernier, vous avez tenté de nous rassurer en nous expliquant que cette attaque avait été sur-médiatisée, et que les données volées étaient pour beaucoup directement consultables par les usagers. Pourtant, force est de constater que **cette nouvelle attaque fragilise les agent-es, les usagers et l'image de la DGFIP.**

Aujourd'hui le sentiment qui domine chez de nombreux agent-es de la DGFIP est un sentiment de honte. La honte de voir une administration qui exige de ses agent-es rigueur, sécurité, confidentialité et exemplarité, alors qu'elle semble incapable de s'appliquer à elle-même ces mêmes exigences. Depuis plusieurs années, les agent-es alertent sur la multiplication des piratages, failles de sécurité, données exposées, dysfonctionnements informatiques, erreurs dans les applications et anomalies fiscales (OCAPI, GMBI, Helios, FICOBA....).

À chaque fois, les agent-es sont en première ligne : ils doivent répondre aux usagers, expliquer des situations incompréhensibles, corriger les erreurs et gérer les conséquences de décisions qu'ils n'ont pas prises.

Et, pendant ce temps, crânement, systématiquement, avec redondance, la Direction Générale continue de parler de modernisation, de performance, de dématérialisation et de qualité de service.

Pour la CGT Finances publiques, il n'y a pas de solution magique, **il faut des moyens et notamment des moyens humains.** Quant aux moyens budgétaires pour développer la sécurité informatique, ils sont actuellement largement insuffisants. On sait très bien que le risque zéro n'existe pas. Mais on ne passera pas sous silence tous les choix budgétaires et politiques d'austérité, d'affaiblissement et de déstabilisation de nos services.

Si former les agent-es et rappeler les règles de vigilance est nécessaire, la cybersécurité ne peut pas reposer sur leurs seuls bras.

A l'ordre du jour de cette séance, les résultats de l'observatoire interne 2026, le tableau de veille social, le DUERP.

Depuis début 2026, trois agents de la DGFIP se sont donné la mort. Quatorze autres ont tenté de le faire. En 2025 nous déplorions 19 suicides et 21 tentatives, soit près du double des chiffres enregistrés en 2024.

L'intensification inquiétante des risques psychosociaux pesant sur les agent-es soumis à des restructurations permanentes se confirme dans les résultats de l'observatoire interne 2026.

La CGT constate que les risques psychosociaux restent prédominants. Les mesures de prévention sont essentiellement des formations. Si nous en reconnaissons l'importance, c'est l'organisation du travail dans son ensemble qu'il faut revoir. La priorité doit être l'amélioration des conditions de travail avec des effectifs suffisants.

A la DRFIP 35, les conditions de travail ne semblent guère être une de vos priorités. Pour preuve à l'ordre du jour de cette séance, la fusion des SIE, le déménagement des SPF et SDE sur un même étage. Cette concentration des agent-es va à nouveau dégrader leurs conditions de travail en concentrant un peu plus les services et les agent-es. Ils ne sont pas des sardines, et les entasser est intolérable. La CGT Finances publiques 35 continuera à s'opposer à toutes vos fusions, restructurations néfastes. **Aussi, nous voterons contre l'aménagement immobilier du SPF et du SDE et à la fusion des SIE rennais que ce soit aujourd'hui ou dans 2 jours.**

Comme chaque année, vous nous présenterez les résultats de l'Observatoire interne, en ne retenant que certains indicateurs bien ciblés et de nature à vous reconforter. Pourtant, derrière les éléments de langage et les communications rassurantes, les résultats 2026 dressent un constat sans appel : l'inquiétude et le désabusement des agent-es de la DGFIP caractérisés par d'importantes concentrations et restructurations de missions et de services sont plus marqués que dans le reste de la fonction publique d'État. Les situations désespérées s'accroissent fortement. **Elles appellent une action immédiate, transparente, forte et concrète pour dépasser le diagnostic et éviter le pire.**

Et nous doutons fortement que les espaces de discussions sur le travail améliorent les conditions de travail des agents.. Encore un nouvel outil pour vous gargariser.

Vous refusez obstinément de vous remettre en question et de vous attaquer aux causes des souffrances au travail. Vous refusez de reconnaître les effets dévastateurs :

- 👉 Des suppressions massives d'emplois ;
- 👉 Des multiples restructurations, réorganisations ;
- 👉 De l'industrialisation continue des process de travail ;
- 👉 D'une gestion désincarnée guidée par les indicateurs ;
- 👉 D'une pression managériale et d'un management toxique ;
- 👉 De la suppression de règles de gestion objectives, transparentes et protectrices.

Les agents de la DGFIP sont fiers de leur métier et de leur mission de service public. Ils n'ont pas honte de leur travail. Ce qu'ils dénoncent, ce sont des choix qui fragilisent progressivement l'administration et les conditions dans lesquelles ils doivent exercer leurs missions.

Ils demandent simplement de pouvoir exercer leur métier correctement, avec des outils fiables, des effectifs suffisants, des moyens adaptés et une administration à la hauteur de ses responsabilités.

Nous appelons à la grève le 29 septembre prochain pour toutes ces raisons, et pour une revalorisation immédiate de nos rémunérations.

Fin de la séance à 18h10

Les élus CGT Finances publiques à la formation spécialisée.

